



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-PREFECTURE DE CARPENTRAS

Affaire suivie par Martine FIALON
Tél direct : 04.90.67.70.30
Télécopie : 04.90.67.70.09

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

N°EXT2009-12-16-0135 SPCARP

modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral N° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 relatif à l'exploitation par la société SITA SUD d'une installation de stockage de déchets non dangereux et autres installations de traitement de déchets sur la commune d'ENTRAIGUES SUR LA SORGUE, au lieu-dit "Quartier du Plan"

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu** le livre V du Code de l'Environnement , notamment son article R 512-33 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 modifiant et reprenant en un arrêté unique les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1615 du 7 juillet 2000 et de ses modifications ultérieures relatives à l'exploitation par la Société SITA SUD d'une installation de stockage de déchets non dangereux et autres installations de traitement de déchets sur la commune d'ENTRAIGUES SUR LA SORGUE au lieu-dit "Quartier du Plan" ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° EXT2009-02-05-0003SPCARP en date du 5 février 2009 autorisant la société SITA SUD à admettre pendant deux années les boues de la station d'épuration de Cannes sur son installation de compostage d'ENTRAIGUES SUR LA SORGUE,
- Vu** la demande présentée le 9 septembre 2009 par la société SITA SUD portant sur les points suivants de l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 :
- modification de l'article 5 relatif à la capacité de traitement maximum, sans modification de la moyenne annuelle et avec modification de la durée de vie du site,
 - modification de l'article 7 relatif à l'augmentation de la capacité annuelle moyenne de tri,
 - modification de l'article 9.1 relatif au plan d'aménagement des fonds de forme du centre de stockage,
 - modification de l'article 16 relatif au montant des garanties financières,
 - déplacement de la cuve de rétention dédiée au centre de tri mentionnée à l'article 20.

- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 27 octobre 2009 ;
- Vu** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 19 novembre 2009 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° SI2009-11-06-0080PREF du 06 novembre 2009 portant délégation de signature à Mme Marie-Gabrielle PHILIPPE , sous-préfet de Carpentras ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande susvisé et prescrites par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 :

Les dispositions des alinéas 2 et 5 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les quantités maximales de déchets admissibles sur le centre de stockage de déchets sont les suivantes

- ▶ Pour l'année 2009 : 120 000 t/an maximum,
- ▶ Pour l'année 2010 : 115 000 t/an maximum,
- ▶ Pour l'année 2011 : 110 000 t/an maximum,
- ▶ Pour l'année 2012 : 100 000 t/an maximum,
- ▶ Pour les années 2013 à 2018 : 90 000 t/an maximum.

L'exploitation est autorisée selon le plan de phasage figurant dans l'annexe 2 du dossier de modifications des conditions d'exploitation du 09 septembre 2009 jusqu'à fin 2018, incluant la période de remise en état ».

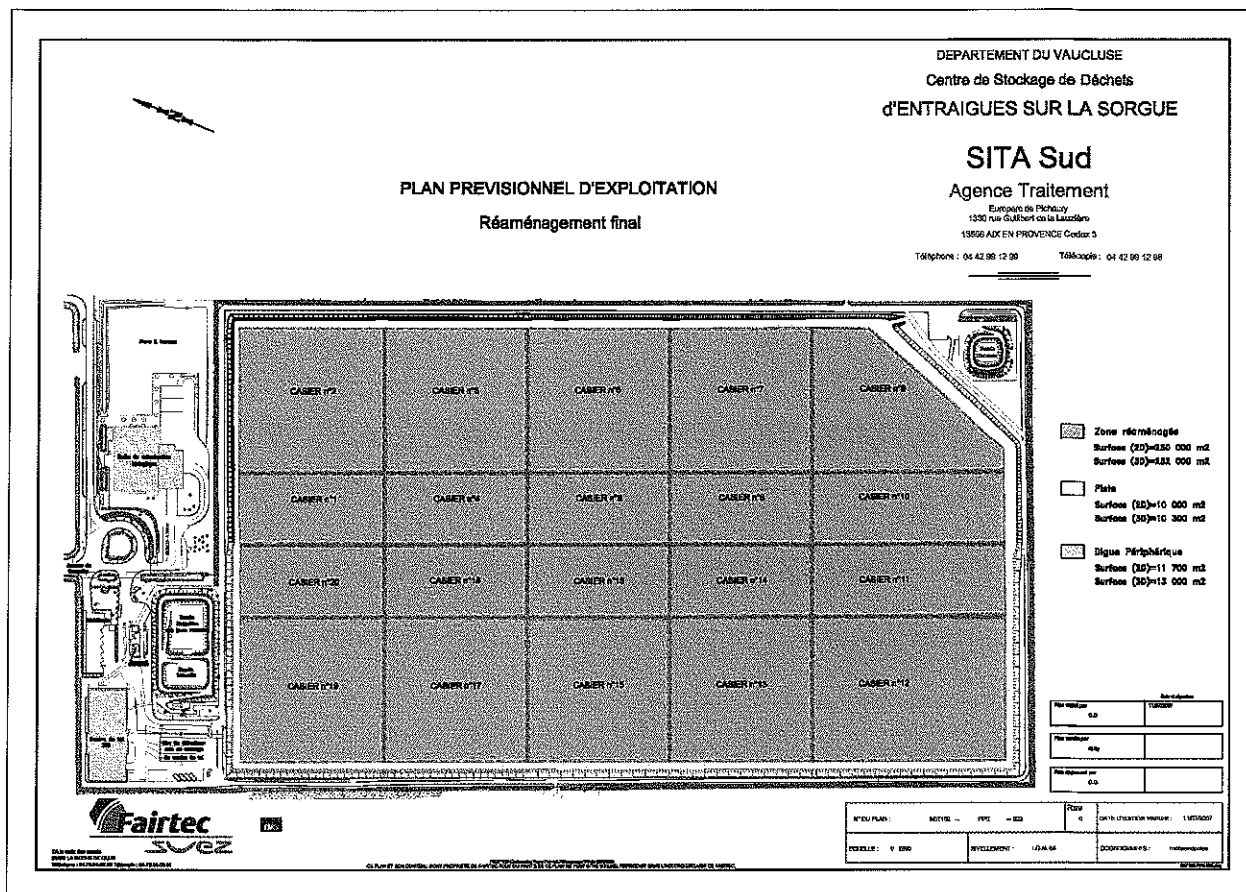
Article 2 :

Le premier alinéa de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La zone à exploiter est divisée en 20 casiers. Les casiers ont les superficies suivantes :

- 8 casiers de forme carrée d'une surface de 14 000 m² (2, 3, 5, 7, 13, 15, 17, 19),
- 8 casiers de forme rectangulaire d'une surface de 7 000 m² (1, 4, 6, 8, 14, 16, 18, 20),
- 1 casier de 13 500 m² (9),
- 1 casier de 19 000 m² (12),
- 2 casiers de 9 000 m² (10, 11)

Chaque casier est divisé en alvéoles d'exploitation d'une superficie maximale de 5 000 m².



Article 3 :

Les dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 10 1 de l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'avancement de l'exploitation est effectuée conformément au plan de phasage figurant dans l'annexe 2 du dossier de modifications des conditions d'exploitation du 9 septembre 2009 ».

Article 4 :

Les dispositions de l'article 15. 1 de l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le réaménagement est effectué conformément aux éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation et dans le dossier de modifications des conditions d'exploitation du 9 septembre 2009. En particulier :

- il est coordonné à l'avancée de l'exploitation,
- il fait l'objet d'un suivi régulier par un organisme tiers reconnu et compétent qui peut être le même que celui prévu à l'article 9.7.

Article 5 :

Le tableau de l'article 16 de l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

Garanties financières, par période de 3 ans, en Euros					
Années	Période	Réaménagement (€ HT)	Suivi Post Exploitation (€ HT)	Accident (€ HT)	Total (€ HT)
1 à 3	1	1 317 525	958 952	109 763	2 853 944
4 à 6	2	1 879 253	1 038 693	109 763	3 621 140
7 à 9	3	1 929 424	1 093 124	109 763	3 746 243
10 à 12	4	1 886 570	1 085 614	109 763	3 686 009
13 à 15	5	2 221 079	1 113 737	109 763	4 119 716
16 à 18	6	2 223 324	971 347	109 763	3 952 104
19 à 21	7 (post-exploitation)	0	865 752	109 763	1 166 717
22 à 24	8 (post-exploitation)	0	700 831	109 763	969 471
25 à 27	9 (post-exploitation)	0	567 541	109 763	810 055
28 à 30	10 (post-exploitation)	0	434 815	87 811	625 060
31 à 33	11 (post-exploitation)	0	305 055	87 811	469 867
34 à 36	12 (post-exploitation)	0	236 211	87 811	387 530
37 à 39	13 (post-exploitation)	0	182 488	65 858	297 022
40 à 42	14 (post-exploitation)	0	120 522	65 858	222 910
43 à 45	15 (post-exploitation)	0	74 611	65 858	168 001
46 à 48	16 (post exploitation)	0	0	43 905	52 511

Article 6 :

Le 4ème alinéa de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n° EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La capacité annuelle maximale de tri des déchets est de 30 000 tonnes dont 1 000 tonnes par an de DEEE ».

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté devra être conservée dans les archives de la Mairie d'Entraigues sur la Sorgue pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Article 8 :

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée maximum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la préfecture.

Article 9 :

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 10 :

Un avis sera inséré par les soins du préfet aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département

Article 11 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L. 514.6 du code de l'environnement.

Article 12 :

Le sous préfet de Carpentras, le maire d'Entraigues sur la Sorgue, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le commandant de la gendarmerie de Carpentras sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs départementaux de l'équipement et de l'agriculture, des affaires sanitaires et sociales, du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, des services d'incendie et de secours ainsi qu' au requérant.



Pf. Le sous préfet
Le secrétaire général

Michel SCHUTZ

Carpentras le, 16 DEC. 2009

Pour le préfet, par délégation
Le sous préfet

Marie Gabrielle PHILIPPE